



Après avoir menti sur les chiffres de la grève des surveillances du baccalauréat, le Gouvernement continue de faire la sourde oreille. Aucune discussion n'a été engagée depuis, avec les organisations syndicales. Pire, le Ministre fait de la surenchère. Après les suppressions de postes, après la disparition programmée des disciplines artistiques et de certaines langues vivantes, après la dissolution du baccalauréat national, après la création d'une seconde heure supplémentaire obligatoire par semaine, après l'octroi aux chefs d'établissement du pouvoir d'exclusion temporaire des professeurs, après avoir retiré aux élus des fonctionnaires le droit de contrôle des opérations concernant l'avancement et l'affectation des agents, un nouveau décret impose à tous les personnels de l'Education Nationale l'obligation de suivre une semaine de formation durant les vacances. Mieux, comme si les enseignants étaient corvéables à merci, le MEN n'a pas prévu de publier en amont le calendrier de ces formations !

En matière d'éducation et de service public, ce gouvernement n'a rien d'un réformateur, il se comporte comme un fossoyeur. Les services publics et l'école en particulier sont en danger de mort.

Ne laissons pas faire ! La situation est trop grave !

Le jeudi 27 juin, premier jour des épreuves du Diplôme National du Brevet en Martinique, le SNES-FSU appelle l'ensemble des personnels d'enseignement et d'éducation des collèges convoqués pour surveiller l'épreuve ou œuvrer dans un secrétariat d'examen à se mobiliser contre les réformes en cours en se mettant en grève.